

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>

Bonjour.

Quelques mots !

Bon! Voilà, c'est le dernier "*Internet-Tribune-Libre*" avant la pause estivale ; mais je ne manquerai pas d'ouvrage dans les temps à venir... Je suis pourtant conscient de n'être qu'une goutte d'eau dans l'océan de la créativité humaine et donc, heureusement, tout n'est pas que marchandise dans la **Vie**.

Cependant certains ne me voyaient pas aller si loin, si longtemps... C'est qu'ils ont largement sous-estimé mes capacités pour résumer... Et puis surtout, mon "**dernier rempart**" ne pouvait tomber... (S'il leur permet de vivre et d'espérer, quel que soit le lieu et l'activité, il ne craint rien des humains, c'est plutôt le contraire) !

Enfin, de manière générale, à travers le Globe, les plus forts d'hier le sont beaucoup moins aujourd'hui...

Les temps changent et le sort des vivants sur Terre aussi...

Toujours !

:o)

Bonne lecture !

@+

JJPR

Incidentement, pour ceux qui ont le temps, nouvelles publications littéraires 2023 par :

jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/sommaire-nouvelles-publications.html

Sommaire :

Accès direct en ligne au numéro le plus récent de l'Internet-Tribune-Libre :

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/affichage/index.html

et pour toutes les années (de 2004 à 2024) par :

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

(Avec les illustrations en prime et une version PDF : innovation 2023 !)

- FAUX DÉBATS, ENJEUX ET MENACES RÉELLES

par Jean-Jacques REY

- UKRAINE ET ARME NUCLÉAIRE

par Guy CRÉQUIE

- ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 : TOPO SUR LES FORCES EN PRÉSENCE POUR LA FRANCE

par Jean-Luc GONNEAU

- LA TRAHISON DES CLERCS

par Rogue ESR

- QUAND LA DÉCENTRALISATION ASSASSINE LA BIOSPHÈRE

par Gérard CHAROLLOIS

FAUX DÉBATS, ENJEUX ET MENACES RÉELLES

Le réchauffement climatique a bon dos, je crois. Entre autres évolutions forcées et combinées, c'est une énorme arnaque, cette histoire de voitures électriques.

Outre une grosse empreinte écologique, donc un impact environnemental certain et l'utilisation massive de métaux rares (sans parler de lithium, cobalt, nickel, etc.) dont les conditions d'extraction (minerais) sont sordides : exemple, le coltan (colombite-tantalite) au milieu de l'Afrique ; cela signifie en fait, tôt ou tard, la fin ou le coût prohibitif de la voiture individuelle ; et ; ce nouvel ordre des choses se fera sur le dos des classes populaires, paupérisées, encore plus de celles qui sont disséminées à travers

les campagnes...

La logique du profit s'emparant de la cause environnementale et infiltrant l'écologie bien-disante, bonjour les dégâts, sociaux en premier lieu, mais aussi économiques ! ... Le « *greenwashing* » n'habillera pas longtemps les apparences...

Alors chercher des ennemis à l'extérieur ne fera pas cheval de bataille et ne détournera pas durablement (s'il se peut !) l'attention sur la dégradation continue des conditions de vie d'une immense majorité de citoyens.

Voilà ce qui se passe quand les intérêts nationaux sont confisqués par des "élites", d'abord soucieuses de leurs intérêts, et c'est valable en tout pays.

C'est d'abord à cause de cela, qu'il y a une montée des intentions de vote pour l'extrême-droite populiste dans toute l'Europe : en France, pour le R.N., ex F.N. ; ceci par l'importance d'une volonté protestataire, et on peut même parler de vindicte latente concernant un grand nombre de personnes. Les évolutions, programmées ou non, leur passent dessus...

Après on s'étonne du pessimisme « *à la française* » et de l'angoisse existentielle chez beaucoup de jeunes ; alors que les gouvernements bourgeois, mis en place dans la plupart des pays de l'**UE (Union Européenne)** n'arrêtent pas de plomber l'avenir avec des considérations égoïstes, déplorables pour beaucoup d'entre nous, et des politiques débiles au service d'affairistes. *Vade retro satana !*

Je pense, je crains fort pour lui, qu'en France particulièrement, il y aura bien un « référendum anti-Macron » en réaction à des orientations néolibérales, autoritaires et méprisantes. Les « *emmerdés* » se feront plaisir de rendre une telle considération, c'est normal, hors sujet ou pas !

Hélas! L'Europe passera au second plan, tant le ressentiment est grand contre le « *nouveau monde* » qui nous ramène en arrière à vitesse grand V (!) et qui, en plus, s'attaque régulièrement à la libre-expression d'idées qui ne lui conviennent pas...

Quand bien même ! Tout ce que je vois, malgré la propagande dominante qui voudrait nous inquiéter, c'est que, toutes les tendances additionnées, les forces de Gauche font un score plus élevé que l'Extrême-Droite dans les sondages : ceux-ci toujours approximatifs et plus ou moins orientés, c'est vrai.

Ainsi le R.N. plafonne à un petit tiers de l'électorat potentiel, en raclant les fonds de tiroirs de la désespérance : il n'est qu'un (petit) véhicule d'emprunt pour contestataires dans la majorité des cas... Les jeux sont ainsi faits, bingo!

Incidemment, en prévision de ces prochaines élections européennes pour

renouveler le Parlement, Mr E. Macron, avec ses sorties à l'emporte-pièce, régulières, il est capable de tous les égarements et surenchères (surtout dans le verbe) ; par exemple, à retenir au sujet de l'Ukraine et du nucléaire...

Il faut dire qu'ils sont devenus bien outrecuidants avec leurs « arguments » tactiques, ceux au Pouvoir en Russie maintenant, et qu'ils commencent à nous agacer sérieusement avec leurs menaces et chantage permanent au nucléaire. Mais ce n'est pas une raison pour leur donner raison...

Ainsi, pour enfoncer le clou, nous avons aussi en France des chaînes TV et autres médias, soi-disant d'informations (mais très orientées), qui font leur beurre sur la Guerre, les crises en général et l'antisoviétisme en particulier : la peur du « **Rouge** » pour résumer ; et ; en conclusion, ces gens sembleraient s'accrocher à la vision d'un ordre mondial, dépassé, ou à ses débris. Signal fort encourageant cependant, leur audience reste limitée.

Car il faudrait le réaliser vraiment, il ne s'agit pas seulement de pions et cartes sur table pour faire du bluff en géostratégie : nous ne sommes pas dans un jeu de « Risk » quand même, et d'innombrables vies, bien réelles, en chair et en os, sont à préserver si possible !

Jean-Jacques REY

jj-pat-rey.com/INTERNET-TRIBUNE-LIBRE/index.html

- En cinq articles -

Instrumentalisation de l'antisémitisme : guerre idéologique !

- En quatre articles -

Nouvelle conscience et sagacité des Africains

Dérive antisémite sur les campus ou malaise sioniste face à la solidarité ?

Par Deborah Leter ; 11/05/24 Analyses, opinions & débats | Antisémitisme — thématiques : Sionisme - Antisionisme

ujfp.org/derive-antisemite-sur-les-campus-ou-malaise-sioniste-face-a-la-solidarite/

[**Deborah Leter**, Franco-Américaine, est doctorante en anthropologie culturelle à l'université de New-York (CUNY), travaillant sur des questions liées à l'histoire et la mémoire coloniale en France. Elle est une des fondatrices du collectif de *Tsedek*. Elle a milité avec le groupe juif américain

IfNotNow contre le financement américain de l'apartheid israélien.../...

* *Tsedek!* fondé en juin 2023 pour porter la voix de Juifs venus d'horizons divers, l'association a pour objectif de lutter contre le racisme d'État en France et pour la fin de l'apartheid et de l'occupation en Israël-Palestine en forgeant des armes théoriques.]

Depuis trois semaines, le mouvement de solidarité avec la Palestine face au génocide à Gaza a trouvé un nouveau souffle au sein des universités et sur les campus, d'abord aux États-Unis et désormais en Europe. Sciences Po est occupé depuis le 24 avril, et le mouvement s'est étendu aujourd'hui dans plusieurs universités françaises. Ces mobilisations, violemment réprimées par les forces de l'ordre des deux côtés de l'Atlantique, sont accusées de contribuer à une "dérive antisémite." Mais qu'en est-il réellement ?

Insécurité ou malaise ?

Lors d'une projection du film *Israelism* organisée par *Tsedek!* le 1er avril, les réalisateurs du documentaire sur les mouvements juifs américains contre l'apartheid et l'occupation israélienne expliquent : "*être mal à l'aise, ce n'est pas la même chose que de ressentir de l'insécurité*". C'est leur réponse aux Juif·ves américain·es qui perçoivent dans le mouvement de solidarité avec la Palestine une violence intrinsèque contre les Juifs et les Juives, et qui appellent à la répression de ces mobilisations, notamment sur les campus. Une répression présentée comme nécessaire pour assurer la sécurité des étudiant·es juif·ves. Pourtant, pour les réalisateurs Erin Axelman et Sam Eilertsen, les Juif·ves ne sont pas réellement en danger sur les campus – en revanche, s'ils mettent en avant des opinions pro-Israël, ils et elles risquent effectivement d'être mal à l'aise.

Dans un épisode de podcast du média juif américain *Jewish Currents* sur les accusations d'antisémitisme sur les campus américains (datant du 11 avril), les intervenant·es développent un propos similaire : "Lorsqu'on parle de "l'insécurité des Juif·ves" sur les campus, on parle en réalité d'un malaise politique pour les Juif·ves sionistes – et non d'insécurité".

L'enchevêtrement du judaïsme et du sionisme étant au cœur de nombreux espaces communautaires juifs, il n'est pas surprenant que, pour de nombreuses personnes juives, Israël constitue une partie intégrante de leur identité. Pour les étudiant·es Juif·ves sionistes, Israël incarne la figure du Juif ; par conséquent, les critiques d'Israël et les positions antisionistes sont perçues comme des menaces contre les Juif·ves. Et parce qu'ils et elles auraient peur, le mouvement de solidarité avec la Palestine serait forcément antisémite.

Alors que la sécurité des Juifs et des Juives est utilisée comme prétexte pour écraser ce mouvement que rejoignent de plus en plus d'universités (avec des violences policières contre les étudiant·es aux États-Unis, en France, et en Allemagne), ces analyses provenant des milieux juifs de

gauche américains nous offrent un rappel important : être mal à l'aise, ce n'est pas être en danger.

Étudiant-es juifs et juives mobilisé-es pour la Palestine

Il ne s'agit pas ici de nier l'existence de ce malaise juif vis-à-vis de l'antisionisme ou de la critique d'Israël, mais de le décortiquer et de questionner sa centralité dans la répression univoque menée à l'encontre les étudiant-es mobilisé-es contre le génocide, notamment dans les universités françaises. Ce que nous observons dans les universités **n'est pas une vague de violence dirigée contre les Juifs et les Juives en tant que Juif-ves, mais un rejet croissant des points de vue pro-israéliens ainsi que de la complicité active des pays occidentaux, dans le contexte du génocide à Gaza et compte tenu de la colonisation continue de la Palestine.**

La représentation médiatique d'une supposée dérive antisémite sur les campus américains ou dans les universités françaises reproduit en boucle l'idée fallacieuse que les universités seraient des lieux dangereux pour tous-tes les étudiant-es juif-ves à cause des mobilisations pour la Palestine. Mais c'est ignorer sciemment la présence d'étudiant-es juif-ves au sein de ces mobilisations, particulièrement forte aux États-Unis, où l'organisation juive antisioniste Jewish Voice for Peace se tient aux côtés de l'organisation étudiante Students for Justice in Palestine. Les médias mainstream préfèrent dépeindre deux camps opposés : l'intégralité des étudiant-es juif-ves d'un côté, et le mouvement pro-Palestinien de l'autre. Ce discours est non seulement factuellement incorrect, mais il alimente aussi *l'illusion d'une rupture profonde entre les Juif-ves et les mouvements anticoloniaux et antiracistes.*

La présence d'étudiant-es juif-ves dans ces mobilisations devrait être regardée en face. Sont-ils et elles vraiment des "faux Juif-ves", des "mauvais-es Juif-ves", des traîtres, des antisémites ? Qui peut, en bonne conscience, reproduire ces accusations alors que les étudiant-es juif-ves sont présent-es par centaines sur chaque campus américain, qu'ils et elles prennent la parole publiquement (notamment à Sciences Po) malgré le risque de repréailles, que le mouvement de Juif-ves antisionistes, dans lequel *Tsedek!* s'inscrit, ne fait que prendre de l'ampleur et devient une réelle force politique en France et à l'international ?

Un appareil médiatique au service de la réaction

Le débat public étant déjà saturé d'amalgames et de confusions (antisionisme = antisémitisme, critique de l'apartheid israélien = mort aux Juif-ves, etc.), les représentations médiatiques dominantes des mobilisations étudiantes ne font que reproduire aveuglément ces narratifs. Nous sommes donc nombreux-ses à se tourner vers les réseaux sociaux et les médias alternatifs, où d'autres perspectives peuvent être exprimées et entendues. Il suffit de prendre l'exemple de la polémique à Sciences Po du

mois de mars et d'observer la façon dont cet incident a été relayé dans les médias, provoquant une panique nationale dépourvue d'analyse critique – “antisémitisme à Sciences Po !” –, pour mesurer l'absence d'un travail journalistique de fond auprès des étudiant-es se trouvant des deux côtés du débat. Les étudiant-es présent-es sur place avaient pourtant expliqué que la personne exclue de la conférence pro-Palestinienne l'avait été pour des raisons de harcèlement et de doxxing des étudiant-es mobilisés pour la Palestine – non pas parce qu'elle était juive. Ces voix n'ont été néanmoins entendues qu'après que la polémique ait explosé dans les médias et au sein du gouvernement, et ont été largement marginalisées dans le récit officiel de l'incident.

Grimer une colère légitime, abîmer la lutte contre l'antisémitisme

Mettre l'accent politique et médiatique sur l'inconfort de certain-es étudiant-es juif-ves face à ces mobilisations détourne l'attention du massacre en question, et contribue à effacer les revendications au cœur de ce mouvement : leur appel à mettre fin au génocide à Gaza et leur dénonciation de la complicité des institutions françaises dans celui-ci. Pourquoi les étudiant-es se mobilisent-ils et elles ? Oui, iels accusent Israël de commettre un génocide à Gaza. Oui, iels s'opposent à la colonisation et à l'apartheid. Oui, iels appellent à une Palestine libre, une terre où Palestinien-nes et Israélien-nes puissent vivre en sécurité et dans l'égalité, libéré-es du régime suprémaciste actuellement en place.

Mais allons plus loin – pourquoi sont ils et elles en colère ? Pourquoi risquent-ils et elles la suspension, l'arrestation par les forces de l'ordre, la violence des contre-manifestant-es ? Est-ce vraiment l'antisémitisme qui motive ces étudiant-es ou le rejet des étudiant-es juif-ves qui les poussent à se mettre en danger face à une répression de plus en plus brutale ? **Le récit dominant témoigne à la fois d'une pauvreté intellectuelle – le reflet finalement de la pauvreté du débat public sur ces questions – mais il est aussi plus généralement une expression de la colonialité de l'Etat français, qui criminalise la colère de ses populations marginalisées.**

Les appels à la décolonisation de la Palestine se heurtent à l'écosystème d'une France qui peine à reconnaître sa propre colonialité, comme nous le rappelle Elie Duprey, militant Tsedek!, dans un article pour *Contretemps*. La colère qui se manifeste sur les campus témoigne du rejet des structures coloniales et impérialistes qui ont permis le génocide à Gaza. **La grimer en expression antisémite est non seulement une grave insulte à sa légitimité, mais cela salit également la lutte contre l'antisémitisme en le détournant de ses manifestations réelles.** .../...

Un amalgame qui mine la paix sociale

Par Yakov M. Rabkin ; 10.05.24 - Montreal, Canada

[pressenza.com/fr/2024/05/un-amalgame-qui-mine-la-paix-sociale/](https://www.pressenza.com/fr/2024/05/un-amalgame-qui-mine-la-paix-sociale/)

[**Yakov M. Rabkin** est professeur émérite d'histoire à l'Université de Montréal. Il a publié plus de 300 articles et quelques livres : *Science between Superpowers, Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme, Comprendre l'État d'Israël, Demodernization : A Future in the Past et Judaïsme, islam et modernité*. Il a fait de la consultation, entre autres, pour l'OCDE, l'OTAN, l'UNESCO et la Banque mondiale.]

L'antisémitisme fait les manchettes des journaux. Le premier ministre israélien qualifie d'antisémite l'accusation qu'Israël réalise un génocide à Gaza, voire les étudiants à travers le monde qui demandent le cessez-le-feu. La guerre à Gaza provoque en effet des actes antisémites visant des synagogues et des écoles juives. **Il est donc important de comprendre ce qu'est l'antisémitisme et en quoi il faut le distinguer de l'antisionisme.**

Même si les violences à l'encontre des juifs en Europe remontent à plus d'un millénaire, le terme « antisémitisme » désigne, depuis le XIXe siècle, une haine des Juifs en tant que race, une notion instrumentalisée lors de l'expansion colonialiste. Dans cette perspective, le **racisme** devient légitime, voire « scientifique ». Elle prône l'infériorité de tout Juif au même titre que de tout Africain ou Asiatique. Ce racisme explique les massacres de millions de personnes au Congo belge au tournant du XXe siècle ou encore les génocides que l'Allemagne commet dans la même période au Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie), puis, à peine trente ans plus tard, en Europe, avec l'extermination de millions de Juifs, Slaves, Roms et autres « sous-hommes ». **L'antisémitisme est donc une forme de racisme.**

L'antisionisme, lui, est un rejet du sionisme : un mouvement politique qui émerge en Europe vers la fin du XIXe siècle. Son fondateur **Théodor Herzl** (1860-1904), préoccupé par l'antisémitisme, vise à créer *Der Judenstaat*, un État pour les Juifs. Le sionisme, qui apparaît à une époque où les nationalismes ethniques et le droit à l'autodétermination des peuples est en plein essor (la Grèce, l'Allemagne, l'Italie, etc.), **affirme que les Juifs constituent un peuple ou une race à part** qui, ne pouvant jamais s'intégrer dans la société ambiante, ont besoin d'un État.

Le mouvement encourage la colonisation de la Palestine et se dote d'institutions comme le *Jewish Colonial Trust* (1899) et la *Palestine Jewish Colonisation Association* (1924). **Cette campagne de peuplement, qui crée, sous l'égide britannique, une économie et une société à part,**

marginalise, voire vise à remplacer la population locale. Elle suscite une résistance qui serait survenue de même si les Palestiniens avaient été colonisés et maltraités par des Français ou des Chinois. L'opposition à Israël et au sionisme, son idéologie fondatrice, est donc d'origine politique.

Dès ses débuts, le sionisme se veut une révolte contre le judaïsme traditionnel évoluant depuis près de deux millénaires à travers le monde. Le nouveau mouvement divise les Juifs et fomenté une opposition, tant religieuse que politique, qui persiste à ce jour. On peut voir **des Juifs ultraorthodoxes dans les manifestations anti-israéliennes à côté des activistes progressistes** du *Jewish Voice for Peace* ou de *Voix juives indépendantes*. Il suffit de se rappeler les manifestations juives en novembre dernier autour de la *Statue de la Liberté* à New York **réclamant la liberté pour les Palestiniens**.

En conséquence il ressort que **le sionisme, comme tout nationalisme, divise le groupe au nom duquel il prétend agir**. Les Juifs opposés au sionisme constituent un phénomène aussi normal que les Québécois opposés à l'indépendance (voir le récent livre «*Antisionisme, une histoire juive*»). Beaucoup de Juifs se réjouissent de l'établissement de l'État d'Israël en 1948, d'autres le dénoncent. Aujourd'hui, c'est la tragédie des Palestiniens qui creuse davantage cette division au sein des Juifs.

Ce qui encourage l'antisémitisme est l'amalgame des Juifs avec Israël, du judaïsme avec le sionisme que font Israël et les organisations juives et chrétiennes pro-israéliennes. Israël promeut cette association en se déclarant « *L'État du peuple juif* », même si la moitié des Juifs n'y habitent pas et que de plus en plus de jeunes Juifs le rejettent. De plus, les alliés d'Israël à travers le monde se servent de cet amalgame afin d'étouffer les critiques d'Israël en les qualifiant d'antisémites.

Ceux qui affichent leur solidarité avec Israël en tant que Juifs renforcent cet amalgame et, sans doute malgré eux, attisent l'antisémitisme. Il est vrai qu'Israël est devenu central dans l'identité de beaucoup de Juifs qui prennent leur choix politique – appuyer un État en Asie occidentale – pour un engagement inhérent au judaïsme (voir le récent film « *Israelism* »). Mais **il est essentiel d'éviter le piège des généralisations racistes en associant tout Juif aux sionistes**, surtout que la majorité écrasantes des sionistes de nos jours sont des chrétiens évangéliques.

Interdiction de manifester :

« Les atteintes aux libertés ont franchi de nouveaux caps »

30 avril 2024 par collectif

basta.media/Interdiction-de-manifester-Israel-Palestine-Gaza-Les-atteintes-aux-libertes-ont-franchi-de-nouveaux-caps-Rima-Hassan

Après les interdictions des manifestations des dernières semaines en solidarité avec les Palestiniens, des associations, syndicats et partis politiques lancent un appel : « *Contre une démocratie bâillonnée, défendons les libertés publiques !* ».

Après l'appel à interdiction systématique des « manifestations pro-palestiniennes » lancé par **Gérald Darmanin** à l'automne 2023, immédiatement recadré par le Conseil d'État, des centaines d'amendes et de nombreux placements en garde à vue ont été décidés, notamment à l'encontre de personnes racisées. Les atteintes aux libertés ont désormais franchi de nouveaux caps : l'interdiction administrative – finalement suspendue – de la marche du 21 avril 2024 et l'interdiction par arrêté préfectoral, notamment pour risque de « *trouble à l'ordre public* » d'une conférence organisée par l'association « *Libre Palestine* ».

A ces interdictions s'ajoutent les convocations par les services de police de l'une de ses intervenantes [**Rima Hassan**], par ailleurs candidate aux élections européennes ainsi que d'une présidente de groupe parlementaire [**Mathilde Panot, LFI**], lesquelles interviennent après l'ouverture de plusieurs autres enquêtes judiciaires contre des militant·es, membres d'organisations syndicales (*CGT, Solidaires, Sud Rail, Sud Aérien*) et politiques pour des faits d'apologie du terrorisme.

Dans ce contexte, nous exprimons notre plus vive préoccupation devant **des interprétations extensives et aléatoires du délit d'apologie du terrorisme et de la notion d'« ordre public »**, ayant pour objet ou pour effet d'intimider lourdement des militants associatifs, syndicaux ou politiques.

Procédures bâillons

Nous tenons ainsi à alerter l'ensemble des acteurs institutionnels concernés, de même que l'opinion publique, quant à l'existence de mécanismes de procédures bâillons ayant pour conséquence, in fine, l'éviction de certain·es militant·es associatifs, syndicaux ou politiques du débat public.

L'accumulation de décisions de ce type de la part des autorités administratives, policières et judiciaires s'inscrit dans un mouvement plus large qui tend à réprimer des formes toujours plus diversifiées de contestation sociale ou politique. Ces tentatives d'intimidation se font au demeurant à l'aide d'outils juridiques toujours plus nombreux (interdictions de manifester, gardes-à-vue préventives, tentatives de dissolutions ou

retraits d'agrément ou de subventions d'associations, etc.). **Leur dévoiement est d'ailleurs dénoncé par l'ONU, le Conseil de l'Europe, le Défenseur des droits et les organisations de défense des droits humains.**

Les moyens préventifs, coercitifs et répressifs ne doivent pas servir à orienter ou restreindre le débat public. Nous appelons l'ensemble des magistrat-es à redoubler de vigilance afin de ne pas réduire la justice à un outil de censure du débat démocratique, alors qu'elle est censée être le dernier rempart des libertés publiques et individuelles. Nous réaffirmons son rôle fondamental de contrôle du respect des garanties prévues par le code de procédure pénale et par la Convention européenne des droits de l'Homme, spécifiquement lorsqu'il est fait recours à des mesures privatives de liberté telles que la garde-à-vue. Le principe d'interprétation stricte de la loi pénale commande aux magistrat-es de se prémunir contre toute interprétation extensive des textes d'incriminations de ces infractions.

Nous exprimons, par suite, notre attachement à une conception ouverte et équilibrée de la liberté d'expression et de contestation en démocratie, constitutionnellement protégées.

S'opposer à la machine de guerre revient à la mode : l'Empire devient nerveux

Caitlin Johnstone ; 8 mai 2024

Source originale: Le blog de Caitlin Johnstone. Traduit de l'anglais par GL pour Investig'Action

investigaction.net/sopposer-a-la-machine-de-guerre-revient-a-la-mode-lempire-devient-nerveux/

[**Caitlin Johnstone** est une journaliste indépendante, uniquement financé par ses lecteurs, originaire de Melbourne, en Australie ; nombreux écrits politiques ; se présentant comme : *Journaliste voyou. Rustre socialiste. Anarcho-psychonaute. Poète guérillero. Préparateur d'utopie.* En liaison avec son frère d'armes/co-conspirateur Tim Foley.]

Le rappeur **Macklemore** vient de sortir une chanson pour dénoncer le génocide de Gaza, la complicité de Biden et la répression des étudiants solidaires. Comme le pointe, **Caitlin Johnstone**, dénoncer l'impérialisme était moralement juste jusqu'à présent. Mais si ça devient maintenant quelque chose de tendance, "l'Empire" a du souci à se faire... (l'A)

Le rappeur US Macklemore a sorti un single intitulé « *Hind's Hall* », du nom donné au *Hamilton Hall* de l'Université de Columbia par les manifestants

anti-génocide en l'honneur de la petite Hind Rajab, âgée de six ans, assassinée à Gaza par les forces israéliennes. L'artiste précise que toutes les recettes de la chanson seront reversées à l'UNRWA.

La chanson et la vidéo qui l'accompagne constituent un réquisitoire si cinglant contre la destruction de Gaza soutenue par les États-Unis que *YouTube*, propriété de **Google**, a rapidement imposé une restriction d'âge à la chanson. Macklemore s'en prend à Biden, à la brutale répression policière des manifestants, à l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme ou encore aux hommes politiques étasuniens et au lobby israélien. Le tout avec des punchlines qui vous resteront pendant des jours, comme « **La Nakba n'a jamais pris fin, le colonisateur a menti** ».

C'est le premier artiste vraiment mainstream à s'attaquer au sujet dans un média de prédilection pour une large diffusion. Ce ne sera probablement pas le dernier. S'opposer au génocide de Gaza était jusqu'ici la chose juste à faire. Si ça devient maintenant la chose cool à faire, c'est un problème majeur pour "l'Empire".

En effet, "l'Empire" peut gérer le fait d'être du mauvais côté sur un sujet ; il peut compter sur tous les médias et tous les moyens de production de la culture dominante. Ça lui permet d'encadrer la perception publique du sujet, de manière à étouffer toute dissidence. Toutefois, **ce que "l'Empire" ne peut pas gérer, c'est une masse de jeunes décrétant que la machine à tuer impériale est puante et que s'y opposer est quelque chose de tendance qui vous rend cool**.

C'est à ce moment-là que la dissidence prend son propre élan. Tant que s'opposer au militarisme et à l'impérialisme sera juste la chose moralement correcte à faire, ce sera toujours une position marginale **dans un écosystème d'information contrôlé par les puissants**, parce que le simple fait d'être du bon côté d'une question génère naturellement peu de magnétisme. En revanche, si une question dépasse le côté moral pour devenir un sujet tendance et cool, **elle se met soudain à crépiter d'énergie et à attirer un grand nombre de personnes** qui, habituellement, ne se seraient pas intéressées de leur propre chef à cette question.

"L'Empire" n'a pas de réponse à cela. Sérieusement, comment une bande d'ennuyeux gestionnaires de "l'Empire" à Washington et en Virginie peuvent-ils espérer rivaliser avec ça, une fois que c'est lancé ? Que vont-ils faire ? Reconquérir les jeunes en écrivant un édito dans le *Wall Street Journal* ? Demander à **Netanyahou** de chanter que le sionisme est trop cool, pendant que **Tony Blinken** joue de la guitare ? Ils n'ont rien à proposer.

"L'Empire" a dû se retirer du Viêt Nam, la queue entre les jambes, et restructurer radicalement la civilisation occidentale avant de pouvoir s'en remettre. Et tous les gestionnaires de "l'Empire" qui ont travaillé à la

résolution de ce problème sont morts et disparus ; **ceux qui y travaillent aujourd'hui n'ont jamais dû affronter quelque chose de semblable**, c'est pourquoi ils ont été pris par surprise. Les gestionnaires de "l'Empire" d'aujourd'hui n'ont jamais été confrontés qu'à des protestations contre la machine de guerre qui étaient soit très faibles, soit de courte durée et facilement détournées ; celle-ci n'a pris de l'ampleur que sept mois plus tard. .../...

Outrage et apologie du terrorisme : des socialistes aux macronistes, l'assaut contre la liberté d'expression

Par Raphaël Kempf ; 01.05.2024

blast-info.fr/articles/2024/outrage-et-apologie-du-terrorisme-des-socialistes-aux-macronistes-l'assaut-contre-la-liberte-d'expression-k0LlpR3_Sg62m5R0frIKXQ

[**Raphaël Kempf** est avocat au barreau de Paris depuis 2013. Il intervient en droit de la presse et en droit pénal international mais aussi - et surtout ! - en défense de manifestant.es interpellé.es ou emprisonné.es et autres activistes victimes de violences policières et de la répression d'État. Au-delà du combat quotidien dans les tribunaux, les commissariats et les prisons, il a publié *Ennemis d'État* (La fabrique, 2019) et *Violences judiciaires* (La Découverte, 2022) pour contribuer à la lutte contre le néolibéralisme autoritaire et ses lois toujours plus liberticides.]

Le délit d'apologie du terrorisme fait honte à nos lois et devrait être abrogé. On pourrait en dire autant de l'outrage à agent. Ces textes permettent de punir des opposants politiques et des propos désagréables pour le pouvoir en place. **Ils menacent la liberté d'écrire et de parler.**

Cet assaut contre la liberté d'expression n'est pas le seul fait des lois et du gouvernement, mais aussi de policiers, gendarmes et procureurs de la République (et même de procureurs privés, associations diverses s'érigeant en contempteurs des propos indignes). La déliquescence d'une culture démocratique, républicaine et ouverte à la contradiction chez tous ces acteurs est frappante.

Pente autoritaire

La liste est longue, et cet assaut ne date pas des récentes et ahurissantes poursuites pour apologie du terrorisme. Qu'on en juge.

Récemment, à Besançon, de nombreux manifestants défilaient dans les

rues et scandaient les slogans « ACAB » et « À bas l'État, les flics et les fachos ». Si le propos peut heurter certaines oreilles policières, il n'en est pas moins devenu l'expression d'une colère largement partagée visant la police. Toujours est-il que des agents ont jugé utile d'interpeller l'une des manifestantes qui chantait ces slogans et l'ont placée en garde à vue pour outrage à agent. Fort heureusement, et bien plus tard, le tribunal a décidé qu'ils n'avaient pas le droit de l'arrêter.

Je défends également une femme qui, lors de l'hommage national rendu à **Missak Manouchian** et à ses camarades au Panthéon le 21 février, a crié « *Manouchian assassiné par la police* ». Elle a été immédiatement interpellée pour outrage aux forces de l'ordre et placée en garde à vue. Son procès a été reporté à longue date. L'affirmation publique d'une stricte vérité historique devient donc un motif d'arrestation. La police va-t-elle désormais s'en prendre à tous ceux qui rappellent ses heures sombres ? A Paris, une militante, engagée dans la défense des mineurs isolés étrangers, a été interpellée par des policiers parce qu'elle scandait des slogans, devant l'hôtel de ville. Les agents lui ont pris son mégaphone et l'ont arrêtée parce qu'elle incommodait – disaient-ils – les touristes étrangers. Quelques mois plus tard, le tribunal, heureusement, l'a relaxée, et elle a récupéré son mégaphone.

Museler les oppositions

Ce mépris pour les libertés et la contradiction n'est pas dû qu'à des agents de terrain peu au fait de l'importance des libertés fondamentales. On le retrouve chez **Laurent Nunez**, préfet de police de Paris, qui a interdit la manifestation contre le racisme, l'islamophobie et pour la protection des enfants prévue le dimanche 21 avril. L'un des motifs retenus pour cette interdiction est, écrit le préfet, « *que cette marche (...) dénonce notamment dans son appel des « crimes policiers » à l'encontre de jeunes* ».

Apprécions les guillemets autour de l'expression « crimes policiers », comme si **Nahel** n'avait pas été victime d'un crime. Comme si Laurent Nunez se refusait à voir une vérité que chacun peut constater : oui, la police tue. Le motif de l'interdiction de la manifestation – retoquée par le Tribunal administratif de Paris – est ici clairement lié à l'expression d'une opinion qui déplaît au pouvoir.

Le ministre de l'intérieur **Gérald Darmanin** n'est pas en reste. Au lendemain de l'assassinat du professeur **Samuel Paty**, en octobre 2020, il s'en est pris à l'une des seules associations qui défendait les droits des musulmans et musulmanes : *le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF)*. A l'époque, personne ou presque ne s'est levé pour le défendre contre la dissolution ordonnée par le gouvernement. Ce genre de renoncements pave la voie à des assauts plus généraux contre la liberté d'expression. Le combat contre les discriminations mené alors par le CCIF était pourtant capital, et résonne avec d'autant plus d'acuité aujourd'hui que nous apprenons, grâce au travail de chercheurs, que de nombreux

musulmans français choisissent de quitter la France pour ne plus être victimes d'islamophobie. Souvenons-nous que l'un des motifs de la dissolution du CCIF tenait à sa critique de certaines lois antiterroristes, dont il dénonçait les effets islamophobes. Autrement dit, **le fait de critiquer publiquement des lois – ce qui constitue la base du débat démocratique – devient un motif pour réduire au silence.**

C'est dire que l'utilisation du délit d'apologie du terrorisme contre des opposants politiques de premier plan s'inscrit dans une histoire longue d'attaques, sur le terrain et souvent à bas bruit, contre des adversaires considérés comme insignifiants ou illégitimes.

Chasse à la pensée

L'apologie est un délit qui a été créé en 1893 par la première des lois scélérates, adoptées à la fin du 19e siècle contre les anarchistes et leurs idées. Douze ans plus tôt, lorsqu'avait été adoptée la grande loi sur la liberté de la presse de 1881 – qui protège la liberté d'expression de toutes et tous et pas seulement des journalistes – les parlementaires avaient à l'époque clairement refusé de punir l'apologie. Ils disaient ainsi, pour reprendre les mots du député Lisbonne, rapporteur de la loi, que ce délit permettrait une « *chasse à la pensée* ». Ces considérations n'ont pas résisté aux assauts de la République devenue autoritaire et s'en prenant aux anarchistes. Le slogan « *Vive l'anarchie, vive Ravachol* » pouvait envoyer en prison.

Il n'y a pas de bon usage du délit d'apologie. Il a pour seul et unique but de s'en prendre à des opinions considérées comme illégitimes. Il est pourtant justifié par ses défenseurs, à un siècle d'écart, par un argument surprenant. Pour Casimir-Perier, président du Conseil en 1893, il permettrait d'*éviter la réitération du crime dont il est fait l'éloge*. Pour le ministre Bernard Cazeneuve en 2014, l'apologie du terrorisme a pour but de « *sanctionner des faits qui sont directement à l'origine des actes terroristes* ».

On réprime donc la liberté d'expression pour éviter des attentats terroristes. Selon cette logique, si **Mathilde Panot** et **Rima Hassan** sont convoquées pour apologie du terrorisme, ce serait *pour éviter la réitération des crimes du 7 octobre*. **L'argument confine à l'absurde et montre le danger de cette infraction.**

Socialistes complices

L'apologie n'a jamais permis d'éviter un quelconque attentat, mais a servi à faire taire des voix critiques ou à s'en prendre à certaines manifestations de l'islam. Et il est frappant de voir que ce sont des socialistes qui ont joué un grand rôle dans l'extension de ce délit. Bernard Cazeneuve est à l'origine de la loi du 13 novembre 2014 qui a radicalement modifié l'apologie du terrorisme en permettant qu'il soit jugé en comparution immédiate, pour pouvoir emprisonner au plus vite.

Arrêter, punir, enfermer : voilà une bien drôle de façon – à l'efficacité toute relative – de lutter contre des idées qui déplaisent. Et, contre toute attente, c'est **Christiane Taubira** qui a joué un grand rôle dans cet assaut visant la liberté d'expression. Au lendemain des attentats de janvier 2015, elle a signé une circulaire dans laquelle elle demandait aux procureurs de poursuivre les auteurs présumés d'apologie du terrorisme avec « *rigueur et fermeté* », de façon « *systématique* », au besoin en comparution immédiate. Elle ne craignait alors pas d'écrire qu'il s'agissait d'une « *action de protection de la liberté d'expression* ». .../...

Effondrement du socialisme-communisme, triomphe mitigé du capitalisme et de l'Occident : Pour des modèles « politique » et « économique » africains.

Par Siné Diarra ; Mali Tribune - 27 Avr 2024

maliweb.net/contributions/effondrement-du-socialisme-communisme-triomphe-mitige-du-capitalisme-et-de-loccident-pour-des-modeles-politique-et-economique-africains-3061768.html

[Siné Diarra : Expert-Comptable, Essayiste, Enseignant de Comptabilité de finances et d'Audit, auteur de nombreux articles dans la presse malienne et internationale, résidant à Bamako – Mali]

Dans de nombreuses publications, notamment celle intitulée « *Le capitalisme aux abois parce qu'il n'y aura plus de nouvel âge d'or* » paru le 02 septembre 2022, dans les journaux « *Les Echos Hebdo N°1692* » et dans le journal en ligne « *Malikilé N°1173* », nous avons avancé des arguments tendant à démontrer la nécessité de « modèle politique » et de « modèle économique » africains. Les modèles importés ont démontré leurs limites.

I – L'AFRIQUE PROTESTE ET SE REPOSITIONNE

De plus en plus, de millions d'Africains sont convaincus, jour après jour, que des solutions imaginées par les autres et implantées sur le continent n'ont pas donné les résultats escomptés. Pire, ils découvrent qu'en réalité, **ces solutions n'étaient pas conçues pour un développement du continent, mais plutôt pour le maintenir en état permanent de dépendance politique et économique.** Ils découvrent que des filles et fils du continent, peut-être par manipulation ou sciemment, ont

pris part activement à l'implantation desdites solutions ayant contribué davantage à la paupérisation des populations Africaines.

Alors, tout le retard du continent n'est pas imputable aux envahisseurs. Il faut rompre avec les théories permanentes de complot et de la victimisation pour une prise en mains de notre destin. Les pays Africains ne pleurnichent plus pour le départ d'un sauveur qui n'en est pas un. **L'Afrique doit trouver ses propres voies pour le progrès et ses propres remèdes aux maux qui rongent le continent dont le dénominateur commun est le manque de développement économique et social**. Ce sont ces "voies et remèdes" que nous appelons « *modèles Africains* ». La sémantique n'a pas beaucoup d'importances : propres voies, solutions adaptées aux spécificités ou tout simplement modèles, etc., il ne fait aucun doute le meilleur sauveteur de l'Afrique, ce sont les Africains eux-mêmes. Au nombre des millions de compétences dans tous les domaines du savoir, les filles et les fils du continent se doivent de les trouver, de les imaginer, de les concevoir et de les mettre en applications.

Non, les Africains ne sont ni des « *incapables à penser* » encore moins des « *incapables à faire* ». **Il est vrai que des centaines d'années d'esclavage et de colonisation ont tellement meurtri l'Homme noir qu'il doutait de lui-même**. Il se considérait, dans bien des domaines du savoir, comme un incapable, vivant dans un complexe d'infériorité injustifié. Il n'arrivait pas à se faire confiance et pensait que les solutions à tous ses problèmes étaient dans les mains des envahisseurs.

Cette époque est révolue. L'Afrique ne demande qu'à nouer des partenariats « *gagnant – gagnant* » avec le monde entier dans le respect et la considération réciproques. Celui qui n'a pas compris cela est un « *incapable à changer* ». Et il doit partir de lui-même ou se fera virer sans tapages ni bruits.

Une analyse retro perspective, relativement lointaine, est très instructive et permet d'affirmer que les Africains n'ont pas beaucoup de choix, que de créer leurs « propres modèles ».

Aux indépendances, chaque pays est resté dans le cercle de la puissance coloniale qui a longtemps influencé, voire imposé, ses choix politiques et économiques à son ancienne colonie. Ainsi si l'ancienne puissance coloniale était un pays à économie socialiste, le pays adoptait généralement le socialisme comme système économique. Il en était également du système économique capitaliste. Chaque pays faisait sien, les « modèles » de la puissance coloniale.

Comme ces deux blocs économiques étaient en opposition, les pays du continent voulant bâtir leur développement économique avec tous les pays du monde, sans partis pris, semblaient tiraillés entre eux. Certains ont tenté de rester équidistants de chaque camp, en créant un troisième bloc, les « non alignés ». Le Président **Modibo Keita** du Mali a été un grand artisan

aux côtés de Présidents Africains comme **Hailé Sélassié, Nasser, Sékou Touré, Kwamé N’Krumah** et à l’échelle mondiale comme le Maréchal **Josip Broz Tito** de Yougoslavie, **Indira Ghandi, Fidel Castro**, etc. Si mentalement on pouvait se croire « non aligné », dans les faits, il était très difficile de garder l’équidistance. Le mouvement des « non-alignés » n’a semble-t-il pas été un grand succès.

II – LA « VICTOIRE » DU CAPITALISME SUR LE SOCIALISME.

Finalement, le monde était divisé entre les deux blocs : les **pays Occidentaux** à économie capitaliste ou libérale et les **pays de l’Est**, à économie socialiste ou communiste. Ces deux systèmes économiques étaient en bataille depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945 jusqu’en 1989, la chute du mur de Berlin qui séparait les deux Allemagnes, dans la nuit du 09 au 10 novembre 1989.

L’unification de l’Allemagne a été perçue comme une victoire éclatante du capitalisme sur le socialisme, des pays de l’Occident sur les pays de l’Est.

Le coup de grâce qui a définitivement « enterré » le socialisme a été donné dans les années 1991 – 1992 par le dernier Président de l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), feu **Mikhaïl Gorbatchev**.

.../...

Les pays Occidentaux jubilent, ils pensent maintenant avoir devant eux le boulevard pour imposer au reste du monde :

- leur modèle de démocratie libérale, leurs cultures et les valeurs sociales, bref leur mode de vie.

La guerre semble finie, à défaut de combattants. L’hégémonie occidentale règne sur la planète. Tu acceptes ou on te casse la gueule. Et pourtant tout ne semble pas encore gagné.

Les valeurs unanimement acceptées à l’échelle mondiale comme socles du développement économique et social sont : la technologie et l’interdépendance économique des pays.

Tous les pays construisent des modèles en les adaptant à leurs cultures.

L’Afrique ne doit pas être en reste au risque de se voir imposer encore tous les déshydrats des Occidentaux qui l’ont martyrisé pendant des siècles. .../... Par contre, les peuples tiennent absolument à leurs cultures, leurs valeurs, en somme tout ce qui fait leurs identités. Ils refusent la prétendue universalité des valeurs occidentales. .../...

III – LA NECESSITE D’UN « MODELE AFRICAIN DE GESTION DU POUVOIR ».

Nul ne doute que la culture est le socle du développement économique et social.

L’Afrique doit concevoir ses propres modèles notamment en matière politique et économique, si elle tient à préserver son identité.

On pourrait affirmer sans grand risque d'être démenti que **le monde serait, probablement plus en paix, en tout cas irait beaucoup mieux, si les Occidentaux pouvaient arrêter « l'exportation de leur modèle de démocratie et leurs valeurs sociales »**. Mais ils ne peuvent pas, puisque **l'ingérence politique et la colonisation culturelle sont des armes efficaces de domination et d'accès aux ressources**.

Dans un tel contexte, il ne reste plus à l'Afrique qu'à concevoir son « modèle de gestion du pouvoir ».

Les Africains jusque-là perméables à tout et consommateurs tous azimut de tout ce qu'on leur proposait, commencent à se réveiller pour dire haut et fort, en filigrane, « *nous sommes prêts à tout partenariat économique, mais sans ingérence politique, ni atteinte à notre culture, à nos valeurs* ». D'ailleurs c'est ce qu'ont toujours fait les monarchies du Golfe et d'autres grands pays. Mais on ne rejette des propositions qu'avec des contrepropositions. Les pays Africains n'avaient pas beaucoup de propositions en mains, surtout qu'ils étaient convaincus qu'ils sont tellement pauvres qu'ils ont besoin de sauveteurs. Des réflexions sont engagées, partout sur le continent pour trouver des « voies d'accès et de gestion » du pouvoir du politique.

Le suffrage universel direct comme mode de désignation des dirigeants ne semble pas adapter aux réalités Africaines : des pays multi-ethniques, à plusieurs régions et sans masses critiques d'instruits capables de discernement. Dans ces genres de situations, il serait préférable que chaque région élise ses représentants, qui vont élire à leur tour les représentants nationaux. .../...

IV – LE SYSTEME CAPITALISTE SERAIT-IL A BOUT DE SOUFFLE ?

Depuis plusieurs années, le monde traverse une grande crise économique. Comme le capitalisme semble être le seul système économique grâce à sa « victoire sur le socialisme », ses tares et insuffisances apparaissent progressivement. Le système serait – il à bout de souffle ?

En effet, **la spéculation financière a atteint des records avec des milliers de milliards de Dollars et d'Euros fabriqués au moyen de l'usage de la « planche à billets », pour empêcher l'effondrement des banques lors des crises financières et celui de toute l'économie lors des crises sanitaires, dont dernièrement le Covid-19.**

La masse d'argent fabriquée dans les grands pays capitalistes serait bien à des multiples supérieure, selon de nombreux spécialistes, à la valeur de l'économie réelle, celle des biens et des services, créant ainsi une « **bulle financière** ».

A quoi servent des grands chiffres affichés par une économie alors que des millions de personnes vivent dans la misère : sans logement, sans

assistance médicale, etc. Le système n'arrive pas à résorber le chômage qui est devenu un fléau mondial, la pauvreté gagne du terrain. Des diagnostics pertinents sont faits par des sommités de l'économie, des finances, des sciences de gestion et sociales .../...

En conclusion, il appartient aux pays Africains de réfléchir à ce qui est bien pour eux. Personne ne le ferait à leurs places. Les spécialistes Occidentaux parlent beaucoup du « *modèle de Singapour* ». Ils vantent aussi le « *modèle économique du Botswana* » qui a pris appui sur l'utilisation judicieuse des produits de l'industrie du diamant, pour porter son développement. .../... Enfin, les ruptures en cours offrent l'opportunité pour les pays de trouver par eux – mêmes leurs voies. Les pays sont en train de tourner le dos à l'assistanat des soi-disant sauveteurs, qui les ont maintenus à l'état végétatif depuis plus de 60 ans. Il faut donc une économie endogène forte pour survivre. Comme on ne fuit pas un coupeur de pieds pour se confier à un coupeur de mains, au risque de ne pas échapper à la mutilation, il s'agit d'être vigilant et de ne pas donner de blanc-seing en contrepartie de la « protection ». .../...

« Même quand vous avez une alternance au Sénégal, le programme est défini avec le FMI »

23 février 2024 par Clair Rivière

basta.media/Senegal-Macky-Sall-meme-quand-vous-avez-alternance-programme-est-defini-avec-FMI

Report des élections au Sénégal, dirigeants qui s'accrochent au pouvoir, putschs au Mali, Burkina Faso, Niger... L'économiste sénégalais : Ndongo Samba Sylla analyse ces crises démocratiques au prisme de l'histoire de la Françafrique.

[Il est directeur de recherche de la région Afrique d'*International Development Economics Associates* et intellectuel engagé contre le franc CFA. Il a co-écrit avec la journaliste Fanny Pigeaud : *De la démocratie en Françafrique : une histoire de l'impérialisme électoral* (La Découverte, 2024).]

La Françafrique tangué. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, des régimes de militaires putschistes ont contraint ces derniers mois l'armée française à quitter leur territoire. Et depuis début février, le Sénégal connaît une crise électorale. Alors qu'un candidat d'opposition passait pour favori de la présidentielle du 25 février, le président Macky Sall a reporté le scrutin. Le 22 février, il a promis de quitter le pouvoir, mais sans donner de

date pour l'élection. Pendant ce temps, la répression des protestations contre ce qui est dénoncé comme un « coup d'État institutionnel » a fait quatre morts. .../...

Ndongo Samba Sylla : Il y en a qui parlent d'hypocrisie, de « *deux poids, deux mesures* ». Ce qu'on explique dans notre livre avec **Fanny Pigeaud**, c'est qu'il n'y a pas de diplomatie basée sur les valeurs de la part des pays occidentaux, et encore moins de la France. C'est-à-dire que quand le coup d'État civil ou militaire est effectué par des personnes loyales aux intérêts français ou occidentaux, il n'y a pas de problème. Mais quand ça vient des dissidents, là, c'est autre chose.

Le Sénégal est souvent présenté comme un exemple de démocratie. Selon vous, c'est un mythe. Pourtant, contrairement à ses voisins, ce pays n'a jamais subi de coup d'État militaire. Il a même connu deux transitions pacifiques, où le président sortant a accepté sa défaite par les urnes... **Le Sénégal a été érigé en symbole démocratique parce que la plupart des autres pays d'Afrique francophone ont connu des régimes hyper autoritaires, avec des dirigeants qui se maintiennent parfois en poste pendant des décennies.** Au Sénégal, il y a eu des conquêtes démocratiques certes, mais il ne faut pas oublier qu'elles ont été le fruit des luttes de mouvements qui ont été lourdement réprimés, comme le *Parti africain de l'indépendance* [formation de gauche contrainte à la clandestinité sous le règne de **Léopold Sédar Senghor**, le premier président du Sénégal indépendant, ndlr].

Par ailleurs, on confond souvent stabilité politique, relative, et démocratie. Au **Cameroun** par exemple, il n'y a jamais eu de coup d'État militaire. Cela en fait-il une démocratie ? Pour moi, la stabilité politique du Sénégal s'explique par deux facteurs : d'abord, on n'a jamais eu de leader qui ait contesté le pacte néocolonial. Et puis pendant longtemps, on n'a pas eu de ressources stratégiques : on n'avait que l'arachide, le poisson et le phosphate.

Maintenant qu'on a le gaz et le pétrole [l'exploitation de gisements offshore doit commencer cette année, ndlr], ça change beaucoup de choses. Ça suscite des appétits, non seulement au sein de la classe politique sénégalaise, mais aussi chez les acteurs externes, qui voudraient sécuriser leur part de marché dans ces nouveaux secteurs extractifs.

D'après vous, la tentative de « coup d'État institutionnel » du président Macky Sall s'inscrit dans l'histoire électorale de la Françafrique. En quoi ?

L'histoire longue ne permet pas de prédire ce qui va arriver. Mais depuis 1960, dans les 16 pays de la zone franc historique (c'est-à-dire les 16 pays qui à un moment donné ont utilisé le franc CFA), il y a eu plus de 150 dirigeants. Parmi eux, on n'en trouve pas un seul qui ait été vraiment

critique de la Françafrique et qui soit arrivé au pouvoir via des élections normales. Sur 63 années post-indépendance, il n'y a pas eu de tel cas. **Bassirou Diomaye Faye** [le principal candidat de l'opposition au Sénégal, ndlr], qui était le favori de l'élection, aurait pu être le premier. Je me suis demandé : s'il gagne les élections, est-ce qu'il va pouvoir gouverner ? S'il arrive au pouvoir, est-ce qu'il ne risque pas de lui arriver quelque chose ? Parce que ça aurait été absolument inédit. Donc quand Macky Sall a reporté le scrutin, je me suis dit que c'était conforme à la logique historique de la Françafrique. Mais l'histoire n'est pas terminée, on verra.

.../...

C'est ce que vous écrivez dans le livre : pour influencer sur une élection, il n'est pas indispensable de bourrer les urnes de manière grossière, comme on vient de le voir aux Comores pour la présidentielle de janvier. Cela peut aussi avoir lieu en amont du scrutin...

Le Sénégal est un champion de l'eugénisme électoral : les pouvoirs en place ont toujours réussi à déterminer qui a le droit de se présenter et qui a le droit de voter. En 2019, Macky Sall n'aurait pas pu gagner la présidentielle dès le premier tour sans la mise hors jeu de ses deux principaux opposants, qui ont été liquidés par la voie judiciaire. Par ailleurs, le fichier électoral a été conçu de manière à maximiser l'électorat dans certains bastions du pouvoir et à le restreindre dans certains fiefs de l'opposition. Dans le département de Dakar, plutôt favorable à l'opposition, le nombre d'électeurs recensés a diminué d'environ 19 000 entre 2012 et 2019, alors qu'en toute logique démographique, il aurait dû augmenter de plusieurs dizaines de milliers. Les premières victimes de cet eugénisme électoral sont les jeunes, parce qu'ils ont tendance à davantage voter pour l'opposition. .../...

Un autre problème, dites-vous, c'est que quel que soit le dirigeant qui arrive au pouvoir, la politique économique reste sensiblement la même. Est-ce pour cela que vous parlez d'« alternances sans alternatives » ?

Sur le plan économique, il n'y a pas d'option de changement. Même quand vous avez une alternance au Sénégal, le programme est défini avec le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, etc. Il faut être attractif vis-à-vis du capital financier international. On ne sort pas de ce que l'économiste malawien **Thandika Mkandawire** appelle les « *démocraties sans choix* ».

Depuis les « programmes d'ajustement structurel » imposés par les institutions financières internationales à partir des années 1980, l'Afrique francophone est devenue une sorte de « bancocratie », dites-vous...

Dans pas mal de pays, les positions de Premier ministre, ministre des Finances voire même de chef d'État sont occupées par des gens qui ont été les interlocuteurs ou qui viennent directement du FMI ou de la

Banque mondiale, par exemple. Ces gens ont permis la douloureuse dévaluation du franc CFA [le 11 janvier 1994, du jour au lendemain, le franc CFA a perdu la moitié de sa valeur, ndlr].

Ils ont reformaté le cadre des politiques macroéconomiques selon le logiciel conservateur néolibéral de l'Union européenne avec les critères de convergence de Maastricht. Ils ont plaqué tout ça sur nos économies. Ils ont réalisé ce qu'ils ont appelé « l'indépendance des banques centrales ». Sauf que les banques centrales de la zone franc sont devenues indépendantes de leur propre gouvernement, mais pas du Trésor français... Ce qui est intéressant, c'est que même dans les régimes où les militaires sont au pouvoir, ils s'empressent parfois de nommer des gens issus des institutions financières internationales. Finalement, qui que soit votre dirigeant, il lui faut montrer patte blanche : son adhésion à **l'orthodoxie économique**. Or la démocratie suppose qu'il y ait plusieurs options.

.../...

Quoi qu'il en soit, on observe que les populations sont en révolte contre la Françafrique. **Les jeunes ne veulent plus de dirigeants soumis aux intérêts de l'Occident.** C'est vrai aussi au Sénégal. Ils disent : « *Nous n'avons rien contre les Français, mais ayons des partenariats qui soient bénéfiques, vous ne pouvez pas venir exploiter nos ressources, nous humilier en permanence. Respectez-nous.* » Certains dirigeants africains essaient de surfer sur ce discours pour s'imposer. .../...

Nous disons que le système qu'on dit démocratique n'est pas démocratique. C'est un **système d'oligarchie libérale avec des tendances autoritaires, hyper répressives.** En Occident non plus, il n'y a pas de pays démocratique de notre point de vue.

Mais la démocratie est l'idéal. Il faut s'approprier ce concept. Défendre l'égalité politique suppose aussi de créer les performances économiques souhaitées par les peuples, notamment de garantir à tout un chacun les conditions d'une vie digne et libre.

Partout, l'Occident a essayé d'imposer sa forme « démocratique libérale » à lui. Il prétend que toute autre forme politique ne serait pas légitime, pas « civilisée ». Mais l'égalité peut être mise en forme différemment au plan institutionnel. .../...

MOBILITÉ INTRA-AFRICAINE AVEC OU SANS VISAS : Lever l'intangibilité des frontières coloniales en Afrique !

15 novembre 2023 par Yves Ekoué Amaïzo

afrocentricity.info/2023/11/15/mobilite-intra-africaine-avec-ou-sans-visas-lever-lintangibilite-des-frontieres-coloniales-en-afrique/7778/

[**Ekoué Amaïzo** (né Yves Ekoué Amaïzo, le 10 février 1960 à Lomé) est économiste togolais spécialisé en stratégies, conseil et négociations, il a travaillé à l'ONUDI (*Organisation des Nations unies pour le développement industriel*) du 8 février 1988 au 31 décembre 2007. Il est expert indépendant depuis janvier 2008, consultant international .../... Et Directeur Général de "*Afrocentricity Think Tank*": Ce groupe d'influence tente de modifier les décisions qui impactent négativement les Africains et les Afro-descendants.]

1. INTRODUCTION : MOBILITÉ INTRA-AFRICAINE ENTRE OBJECTIF ET RÉALITÉ

Personne ne conteste le fait que la mobilité des humains d'un territoire à l'autre a contribué, contribue, et contribuera toujours au développement économique, social et humain. La mobilité des personnes, des biens, des services et du capital dans l'histoire de l'Afrique est une constante, même si cela n'a pas toujours été suffisamment documenté.

Or, la mobilité ne doit pas rimer uniquement avec « la migration », mais avec le changement, la transformation, et la mutation d'un Peuple vers un vivre ensemble résilient, ce grâce à l'apport de la diversité, et au-delà, l'augmentation de la richesse créée et partagée. La mobilité lorsqu'elle devient équivalent à la migration circulaire notamment en Afrique est source de création de richesses et de solidarités. La question n'est donc pas là ! **La question est l'incapacité collective et individuelle de dirigeants d'organiser stratégiquement la mobilité et les migrations en Afrique pour en tirer le fameux dividende de la mobilité.**

Dans le cas africain, les ex-colonisateurs ont tout fait pendant près de 400-500 ans pour fragmenter l'Afrique dans tous les segments de ce qui fonde le vivre ensemble et la solidarité. Par ailleurs, les Etats-Nations issus de la décolonisation, considérés comme des « victoires » en termes d'indépendances juridiques et politiques par les dirigeants africains, se révèlent de plus en plus comme un piège pour avancer vers l'unité des peuples africains, qu'ils soient en Afrique, dans la Diaspora africaine ou se définissent comme des Afrodescendants.

Alors « *on fait comment* » pour ne pas paraphraser la fameuse phrase « *que faire* » de **Vladimir Ilitch Lénine** ?

2. CIRCULER LIBREMENT EN AFRIQUE POUR LES AFRICAINS, UNE GAGEURE ?

Au-delà de ce panafricanisme des Peuples, c'est l'unité territoriale qui pose problème. **L'Union africaine**, une entité regroupant les chefs d'Etat et non les peuples, fonctionnant sur un mode non démocratique, n'arrive pas à offrir un espace commun parce qu'elle refuse, je répète, refuse de « lever l'intangibilité des frontières coloniales africaines ». Or, sans une solution politique à la levée des **ces frontières coloniales non sollicitées par le Peuple africain**, ces mêmes chefs d'Etat espèrent d'ici 2063, parvenir à

une intégration régionale et continentale.

Concrètement, il est **question d'avancer vers une suppression complète du visa, sous la forme d'un passport commun aux Africains et à toutes les Diasporas africaines** et ce dans une zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf , ZLECA ou ZLEC selon).

Or, ni les infrastructures et les infostructures continentales d'interconnexion de l'Afrique que ce soit aux niveaux aérien, ferroviaire, fluvial, maritime, digital, ne sont pas encore en place. Mieux, il n'y a pas de monnaie commune africaine, encore moins une Banque centrale africaine ou un Fond monétaire africain, une Banque d'investissement et une bourse des valeurs mobilières continentales et des cryptoactifs. Alors les dirigeants africains sont persuadés qu'en supprimant les visas ou en mettant en place les visas électroniques, il y a un progrès. Cet « optimisme » est corroboré par seulement cinq (5) ou six (6) pays africains sur 55 qui acceptent de supprimer les visas pour les Africains à la fin de 2023. Mais pourquoi cette lenteur ?

Bref, la mobilité intra-africaine pour les Africains, mais aussi pour les non-Africains, n'est pas vraiment au rendez-vous en 2023-2024. Faut-il l'espérer en 2063 comme le suggère l'Union africaine ? Certainement pas si les progrès se font à la vitesse lilliputienne comme maintenant et surtout si le manque de volonté et la corruption font office d'un sport africain proliférant dans l'impunité collective.

La réalité est qu'il est plus facile et moins cher pour une personne en Occident de circuler en Afrique qu'un Africain de circuler sur son propre continent. Entre les objectifs d'une Afrique sans frontières, sans visa et une libre circulation des personnes, des biens, des services et du capital prônée par l'Union africaine d'ici 2063, la réalité de la mobilité intra-africaine demeure une gageure, surtout par la route, ce à cause des points de barrages informels ou des douaniers indécents, sous couvert d'une impunité et des salaires peu attractifs.

Rappelons tout de même que la libre circulation des Africains, c'est aussi la libre circulation des « approvisionnements », autrement des importations et des exportations. Or, en limitant la mobilité des Africains, ce sont les échanges de biens, des services, de la technologie et de la connaissance qui sont freinés. Une prise de conscience collective s'impose.

3. VIVRE ENSEMBLE EN AFRIQUE : AVEC OU SANS FRONTIÈRES ?

Vouloir mettre fin à des visas pour tous africains qui souhaitent circuler en Afrique et s'en servir pour promouvoir la zone de libre-échange continental apparaît certes comme une « avancée ». Sauf qu'en réalité, il s'agit d'une fuite en avant des chefs d'Etat africains pris collectivement. En effet, il faut régler la notion de frontières et donc de l'intangibilité des frontières coloniales, inscrite dans le marbre africain comme gage de « stabilité ». Or, la fragmentation des États en Afrique repose sur une culture nationaliste, héritée de l'Etat-nation, une entité héritée des vestiges des

frontières coloniales. **Cette approche nationaliste s'oppose à celle du « panafricanisme » qui rappelle la réalité historique d'une Afrique sans frontières coloniales.**

Or, la notion de « frontière » selon la culture africaine repose sur la notion de « solidarité » héritée de la Maât de l'Egypte ancestrale des pharaons noirs. Il est question d'accepter sur la base d'un engagement individuel et collectif, souvent fondé sur des préceptes spirituels ou divins, les modalités du « vivre ensemble ». Celles-ci s'accompagnent des règles et comportements qui doivent régir celles et ceux qui les acceptent afin de trouver pacifiquement et selon des modalités convenues à l'avance, un consensus sur le mode de prise de décision et règlement des conflits. Il s'agit donc bien d'une décision des « humains », même si la géographie peut parfois faciliter les délimitations. En réalité, il n'y a pas de « frontières naturelles » telles que les fleuves ou les montagnes ou même les mers, puisqu'il est possible de créer des ponts, des tunnels, d'escalader ou de naviguer et retrouver une forme d'acceptation du « vivre ensemble ». Une langue peut servir à imaginer une frontière... mais la langue ne peut être une frontière.

Donc, il s'agit bien de « conventions » et « d'arrangements » des humains pour fixer ou pas une frontière. Si certaines frontières sont reconnues et d'autres pas comme les nombreux conflits territoriaux en témoignent, il faut bien comprendre qu'il s'agit en définitive d'un rapport de force entre celui qui va imposer sa « convention » de l'espace et celui qui ne pourra pas le faire. **La frontière reconnue relève donc bien d'un rapport de force à un moment ou un autre dans le temps et suppose une reconnaissance par un grand nombre d'autres Etats-nations. .../...**

L'Afrique des dirigeants peine à écouter ses populations qui n'ont de convention que celle d'une Afrique sans frontières, comme avant l'invasion et la barbarie coloniales, assimilées à de la civilisation, alors qu'il s'agissait d'abord d'une fragmentation pour mieux contrôler les Africains. Pour ce faire, il fallait s'assurer que les droits qui allaient s'appliquer dans les frontières occidentales ne s'appliquent pas dans les frontières africaines. C'est la **négation de l'humanité de l'autre, ce qui caractérise le crime du colonialisme, un crime contre l'humanité qui suppose la négation de la culture africaine.** Il fut donc question d'**une frontière coloniale sans souveraineté et donc sans dignité et autodétermination.**

La persistance de chefs d'Etat africains ne représentant pas leurs peuples sur une base démocratique et du vivre ensemble s'explique justement par la persistance de la prolongation de l'Etat colonial remanié pour servir des intérêts étrangers. Cet Etat postcolonial est un Etat raccommodé qui a besoin de l'intangibilité des frontières pour se perpétuer et se renouveler. Ne pas le comprendre a conduit le Peuple africain à s'en prendre uniquement aux représentants de l'Etat ex-colonisateur en oubliant de considérer la forte responsabilité des responsables africains en mode

procuration quand il ne s'agit pas de sous-traitance. Le pire est lorsque cela s'opère sous la forme de la servitude volontaire, contraignant à termes les peuples africains à une libération mentale, puis politique et économique pour retrouver leur souveraineté territoriale au sein de frontières qui ne manqueront pas de s'élargir jusqu'à recouvrir l'ensemble de **l'Afrique sans frontières, l'Afrique d'avant l'arrivée des colonisateurs.**

Le vivre ensemble en Afrique n'est possible que lorsque les frontières imaginaires ou réelles, imposées ou créées, sont abolies. Comme chacun avance à son propre rythme avec les amalgames et les confusions sur le panafricanisme, l'Afrique, sans les frontières coloniales, pourraient avoir besoin de même nombre d'années, soit deux siècles, pour effacer les traces, dites indélébiles, de la culture d'agression coloniale. Encore faut-il de la volonté et de la connaissance de l'histoire africaine racontée par des Africains.

4. FRONTIÈRES AFRICAINES DU 20^e SIÈCLE : VESTIGES DE L'AGRESSION COLONIALE OCCIDENTALE

Historiquement, l'Afrique n'avait pas de frontières délimitées. Ce sont **les puissances coloniales occidentales qui, unilatéralement se sont partagées l'Afrique au cours de la Conférence de Berlin (1884-1885).** Cette division de l'Afrique sans les Africains reposait sur le fait que **les populations de l'Afrique ne pouvaient être des « égaux » en tant qu'humain, ni en droit. Il s'agit au pire d'animaux, au mieux d'un bien meuble dont on pouvait abuser.**

De fait, l'espace que les Africains occupaient depuis la création du monde est devenu, unilatéralement, une « propriété » de ceux qui au début du 20^e siècle se considéraient comme les « maîtres » du monde, grâce à une avance technologique passagère dans le domaine militaire. Ces frontières imposées par les puissances coloniales occidentales ont été tracées pour empêcher d'abord toute forme de réunification du continent, avec en filigrane, l'objectif d'assurer et d'empêcher la mise en cause de l'hégémonie, de l'expansionnisme et de la domination occidentale, sous toutes ses formes.

Or, pour réussir dans le long-terme un tel objectif machiavélique, il fallait absolument nier, détruire, puis remplacer les cultures africaines. Il suffisait alors de substituer les matérialités ethniques, linguistiques, religieuses, sociales, économiques et politiques des peuples africains par celles provenant du « *maître-colon* », transformé pour l'occasion en « *maître-civilisateur* ». Or, **ce dessein universaliste de colonisation de la pensée mondiale par la pensée occidentale n'a pas disparu et est à l'origine des alliances du G7, de l'OTAN et de ses partenaires officiels ou officieux.** C'est cette forme d'impérialisme qui justifie le positionnement du G7, de l'OTAN et ses alliés sur toutes les formes de colonisation de la culture, du territoire et des matières premières d'autrui. .../...

Le pillage de l'Afrique

11.09.23 - Vitoria-Gasteiz, Espagne - Ali Salem Iselmu Abderrahaman

[pressenza.com/fr/2023/09/le-pillage-de-lafrique/](https://www.pressenza.com/fr/2023/09/le-pillage-de-lafrique/)

[**Ali Salem Iselmu Abderrahaman** : Originaire du Sahara occidental, né dans les années 1970 dans la région de Tiris, il est diplômé en journalisme, écrivain et poète. Il a plusieurs publications en poésie et en prose. Et il est un membre fondateur du groupe d'écrivains sahraouis, Génération d'amitié. Conférencier sur la littérature et l'histoire du processus de libération nationale sahraouie dans différentes universités et lors d'événements internationaux, il collabore avec plusieurs journaux et portails numériques traitant du conflit au Sahara occidental et de son histoire. Il réside actuellement à Vitoria, Gasteiz, au Pays Basque.]

L'Afrique fait à nouveau parler d'elle et est **devenue une zone de fortes tensions internationales**. Le souvenir de la guerre de Libye et de la destruction de ce pays est encore présent dans l'esprit de ses voisins. Le coup d'État du général **Abdourahmane Tchiani** au **Niger** en juillet dernier 2023 rappelle l'importance des matières premières du continent et les guerres successives pour leur contrôle.

Si l'occupation du Sahara occidental par le Maroc visait à s'approprier le phosphate et la pêche, le coup d'État au Niger remet en cause le contrôle de l'uranium par la multinationale française **Areva**. Le Niger est l'un des principaux exportateurs d'uranium au niveau international et en même temps l'un des pays les plus pauvres du monde selon les indices des Nations Unies.

En ce qui concerne la situation sociale et économique du Niger, le manque d'électricité, d'eau potable, d'éducation et de santé a conditionné la stabilité d'un système politique qui ne devrait pas être régi par des coups d'État.

Le grand paradoxe de l'Afrique est sa richesse d'une part et la pauvreté chronique de la plupart de ses pays d'autre part. Cette année, de nombreux Africains sont morts en mer en tentant de rejoindre l'Europe, fuyant la guerre, la sécheresse et les conditions de vie déplorables qu'ils subissent.

Au Niger, on trouve de l'uranium, en Libye, du pétrole, en Algérie, du gaz naturel, en Mauritanie, de l'or et du fer, en République du Congo, du coltan. **La plupart de ces minerais sont exploités par des sociétés étrangères qui s'approprient plus de 80 % des bénéfices**. Dans le cas de l'or, le cyanure est utilisé pour son extraction, ce qui entraîne une grande pollution pour les personnes, les plantes et les animaux.

Ce modèle économique et social imposé à l'Afrique depuis son indépendance jusqu'à aujourd'hui n'a fait qu'accélérer les causes de sa pauvreté. Plusieurs famines ont frappé ce continent dans les années 80 et 90, obligeant les organisations internationales à intervenir pour sauver des vies humaines. Si nous voulons contribuer au développement et à la stabilité politique de l'Afrique, nous devons laisser les Africains trouver eux-mêmes leur propre modèle de développement qui corresponde à leurs besoins.

Les Africains n'ont pas besoin de consommer autant de fruits de mer et de viande, de pantoufles et de voitures que dans les pays riches. L'Afrique a besoin de conditions minimales qui lui permettent de produire sa propre nourriture et de répondre à ses besoins fondamentaux en matière d'autosuffisance.

L'aide humanitaire ou l'aide au développement n'est rien d'autre que de l'assistance, elle ne contribue pas au développement du pays bénéficiaire, elle le rend dépendant de la contribution des autres. .../...

Si nous voulons contribuer au développement de ce continent, nous ne pouvons pas exploiter ses ressources et ses matières premières sans générer des bénéfices pour ses populations. .../...

En Afrique, une bataille se livre pour la survie de nombreux peuples et nations : l'ancien modèle consistant à extraire des matières premières, à construire des infrastructures pour leur transport et à laisser le pays sans routes, sans électricité et sans eau potable n'est plus viable. Il convient d'investir dans la société les bénéfices générés par ses richesses, et c'est ainsi que nous pourrions mettre fin aux politiques d'aide humanitaire.

La corruption est l'un des fléaux qui ont déterminé le destin de l'Afrique.

Dans le cas de **Mobutu Sese Seko**, ancien dictateur du Zaïre, aujourd'hui République démocratique du Congo, sa fortune s'élevait à 6 milliards de dollars, alors que la dette extérieure du pays atteignait 13 milliards de dollars. Il a régné de 1960 à 1997, date à laquelle il a été chassé du pouvoir et s'est exilé au Maroc jusqu'à sa mort. Sa richesse pouvait être comparée à la dette extérieure de son pays.

.../...

Une nouvelle vision économique et politique, avec des relations internationales plus justes, peut sauver l'Afrique de l'émigration en bateaux et dériveurs vers l'Europe. Tout dépend de la solution à la crise du Niger et aux autres conflits qui sévissent sur le continent.

Envoi personnel du 05/05/2024 d'un article par Guy CRÉQUIE

Site : guycrequie.blogspot.com

UKRAINE ET ARME NUCLÉAIRE

MA POSITION PERSONNELLE RELATIVEMENT À LA POSSIBILITÉ QUE LA FRANCE METTE L'ARME NUCLÉAIRE AU SERVICE D'AUTRES PAYS EUROPÉENS ET DU PARTAGE DE SON SIÈGE DE MEMBRE PERMANENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU !

La proposition du Président français de protéger l'Europe par l'arme nucléaire sous-entendrait : que la France seule prendrait la décision, mais au service de tous.

Certains partisans d'une Europe fédérale (qui déborde et de loin les coopérations européennes pour de fait prôner l'existence des États-Unis européens), ne peuvent ignorer : qu'avec une **Europe fédérale et une défense européenne**, un pays ne peut plus opposer son droit de veto, et ainsi, l'arme nucléaire peut-être partagée.

L'Ukraine (par ses dirigeants), a lancé un cri d'alarme : ceci, car le matériel militaire qu'elle réclame, avec insistance, arrive trop tardivement !

S'agissant de ce conflit : j'ajoute, qu'en France, un débat s'installe, initié par le Président français, concernant la possibilité de mettre l'arme nucléaire française au service de toute l'Europe. Ceci, dans l'hypothèse de menaces persistantes sur un ou des pays du continent, par la Russie, ou provenant ultérieurement d'un pays hostile.

Cette proposition l'est comme moyen de protection, absolu, provoqué par la peur d'un inconnu défavorable !

Mais cette annonce, à ce stade, pose de graves questions : en premier lieu, n'est-ce pas l'amorce d'un abandon de souveraineté de notre pays ? Ceci, même si c'est le Président français qui [serait] le seul permettant de l'utiliser. Ensuite, la proposition de faire [participer] d'autres pays au [financement de] sa maintenance, son entretien et son développement, constituerait de fait une pression sur notre pays afin d'influencer son utilisation et son partage.

Enfin, sur le plan éthique de la conception philosophique du respect de la vie : ce type de proposition banalise l'utilisation possible de l'arme nucléaire et en fait une possibilité parmi d'autres. D'autant plus, que dans les conditions technologiques actuelles, son utilisation serait l'horreur absolue du point de vue des destructions humaines et environnementales.

C'est un **pari dangereux d'utiliser l'argument de la peur à [destination] d'autres pays par la menace du possible**. Un dérapage est toujours possible selon qui décide et pour quel objectif ? La spirale de la menace et de la peur est la pire des conseillères !

La **dissuasion** s'il y a : n'est pas celle de déclencher une attaque sur le sol russe ; ce qui provoquerait une déflagration mondiale, mais celle d'utiliser les armes conventionnelles les plus sophistiquées, en nombre suffisant, pour empêcher la chute de l'Ukraine sous l'emprise russe. **Mais le plus important est : avant tout, plutôt que la fuite en avant dans le "toujours-plus-d'armes", provoquant destructions ; larmes ; sang ; morts innombrables ; il faut un cessez-le-feu et la recherche d'une négociation de paix.**

Ensuite, s'il y avait ultérieurement un conflit avec l'un des pays protégés : que deviendrait cet accord de partage et ses modalités ?

Un autre débat s'installe qui est celui **que la France puisse partager son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU** [avec] d'autres partenaires européens comme l'Allemagne ! Ceci ne me semble pas judicieux. Si élargissement, il doit y avoir : c'est non le repliement par continent, mais l'ouverture à d'autres pays du globe comme l'Inde, l'Afrique du sud, le Brésil, l'Égypte....

L'avantage d'élargir le nombre de pays comme membres du Conseil de sécurité de l'ONU aurait également l'avantage de faire de **la préoccupation de la paix** de [la part de] pays, non tous dotés de l'arme nucléaire, un atout supplémentaire.

Pour mémoire : je rappelle comment est composé le Conseil de sécurité de l'ONU :

Membres permanents et membres non permanents :

Le Conseil de sécurité se compose de 15 membres, dont cinq membres permanents : Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni, (tous dotés de l'arme nucléaire), ceci bien que l'ONU ait été conçue pour la paix, et de 10 membres élus par l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans.

États non membres du Conseil de sécurité :

« Plus de 50 États, Membres des Nations Unies, n'ont jamais été membres du Conseil de sécurité.

Tout État, Membre des Nations Unies, qui n'est pas membre du Conseil de sécurité peut être convié à participer, sans droit de vote, à la discussion de

toute question soumise au Conseil lorsque celui-ci estime que les intérêts de ce Membre sont particulièrement affectés. Tout État, qu'il soit Membre des Nations Unies ou non, s'il est partie prenante à un différend examiné par le Conseil de sécurité, peut être convié à participer, sans droit de vote, aux discussions relatives à ce litige. Le Conseil détermine les conditions qu'il estime justes de mettre à la participation d'un État qui n'est pas membre de l'Organisation.... »

© Guy CRÉQUIE

guycrequie.blogspot.com

[Pour info :] En préparation la 4ème réédition de mon ouvrage autobiographique en relation avec l'actualité : « **LE MESSAGER DE LA PAIX** »

Envoi personnel du 11/05/2024 d'un article par Jean-Luc GONNEAU
Site : la-gauche-cactus.fr

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 : TOPO SUR LES FORCES EN PRÉSENCE POUR LA FRANCE

Par Jean-Luc GONNEAU

[En guise de préambule]

LES INFOS D'AVRIL/MAI 2024

À propos de notre site, les travaux avancent, lentement (vacances pascales ?), mais avancent. Merci à nouveau à celles et ceux qui se sont inquiétés de notre mésaventure et proposé leur aide, y compris financière, qui sera, dès la réouverture, bienvenue. Donc, comme les deux mois derniers, nous éditons juste une petite « lettre de nouvelles », qui essaie de faire de faire une synthèse, pas exhaustive, des textes que nous avons reçus. Et ce qui en ressort, c'est que moins qu'on puisse dire, c'est que le moral est loin d'être au beau fixe. Concernant les deux principaux conflits en cours, le pire ne peut être exclu : l'embrasement en Europe du **conflit ukrainien** tant **il devient patent qu'aucune solution militaire ne réglera le problème autrement qu'en conflit général**. Et si négociations, il y

a, ne serait-ce pas, possiblement autour d'une amputation d'une partie du territoire ukrainien ? Sinistre perspective. Tout est sinistre dans la guerre. En 1945, les Etats-Unis et l'URSS se partagèrent l'Allemagne. En 2025, les Etats-Unis et la Russie se partageront peut-être l'Ukraine, et Macron et d'autres ne moufteront pas. C'est moche ? Oui, la guerre, c'est moche.

Au Moyen-Orient, c'est affreux aussi quoique (un peu, bien peu) plus ouvert, mais **l'embrasement général menace là aussi**. Une seule des grandes puissances mondiales y est, pour le moment, active : les Etats-Unis. La France, comme pour l'Ukraine, ne compte pas ou peu, malgré les séjours du bien nommé Séjourné. **Joe Biden** est en mesure d'imposer deux états (il n'en est pas encore prêt) mais si le criminel de guerre Netanyahu est mis hors-jeux, ce que la pression américaine est en mesure de faire, ça ouvre des perspectives positives. Au passage, la reconnaissance de l'Etat palestinien par la France, comme l'ont fait plusieurs pays européens, pourrait être utile, hein, Macron ?

LA GAUCHE EN MARMELADE

La campagne pour les élections européennes a démarré, et comme il était malheureusement prévisible, la gauche se retrouve en très mauvaise posture, le droite « tradi » a du mouron à se faire (il convient maintenant d'y inclure le parti du président, qu'on peut comparer à la défunte UMP sarkoziste), et l'extrême-droite rayonne (même le parti de l'ignoble Zemmour pourrait grappiller quelques élus).

À gauche, au sens très large du terme, la seule « lueur » en l'état actuel des choses, provient de sondages inattendus propulsant la liste soutenue par le PS, mais dont l'« étendard » n'est pas socialiste, au-delà des 10% intentions de vote, titillant la liste macroniste pour le moment en rade. Faut-il s'en réjouir ? Oui, dira **la gauche tendance rose pâle, celle qui accompagna le désastre du mandat de François Hollande**, et réchauffa dans son sein la vipère Macron, comme le chantait naguère le regretté philosophe Francis Blanche (« *Oui dans mon sein, oui dans mon sein, j'ai réchauffé une vipère* »). Après tout, **ce score est probablement dû à la déception d'une partie de l'électorat de centre-gauche qui avait rallié l'improbable « ni de droite, ni de gauche » des débuts macroniens**, et tout ce qui peut affaiblir Macron est bon à prendre. Oui, mais. Car il y a un mais, et même un hic. Car sur bien des

points, le discours de **Raphaël Glucksmann**, rejoint celui des macronistes : acceptation globale du fonctionnement libéral de l'Europe, rien à dire sur les traités de libre échange qui mettent en danger notre souveraineté, va-t'en guerre concernant la guerre en Ukraine ; tout ceci accompagné du silence de beaucoup de figures du PS, hors Carole Fauga, Olivier Faure (un peu), Anne Hidalgo (du bout des lèvres), dont l'époux devient éligible, ou Martine Aubry. Boris Vallaud, dont beaucoup estiment qu'il est la parlementaire socialiste le plus brillant, demeure pour l'instant d'une discrétion de violette. Seuls, les dinosaures de l'époque Hollande soutiennent, non sans modération. Mais les temples de la gauche « raisonnable », [eux, applaudissent, tels :] le *Nouvel Obs*, la *Fondation Jean Jaurès* (mais Jean Jaurès, les amis, était-il « raisonnable » ? Responsable, oui, raisonnable, non. Ne pas confondre), ou Thomas Legrand, l'inénarrable « billettiste » de *Libé*. [Donc, oui] Glucksmann [a le vent en poupe], germanopratin un jour, germanopratin toujours, bien causant sans convictions (un temps sarkozyste, puis macroniste, puis « gauche libérale) ni enthousiasme.

Les autres listes de gauche (admettons que même si on peut avoir avoir des doutes sur le classement à gauche de la liste PS/PP, une partie de son électorat l'est), comme d'ailleurs la liste de droite des « *Républicains* », sont loin d'être en grande forme. Les élections européennes n'ont certes jamais attiré les foules électorales, ni, à quelques exceptions près, les principaux leaders politiques, qui estimaient (et estiment toujours quand on voit aujourd'hui les difficultés du parti présidentiel à trouver enfin une tête de liste, inconnue hors ceux qui la connaissent bien) qu'il y avait plus de coups à recevoir que de récompenses à gagner. Le passage, en 2019 d'un scrutin sur un mode régional à un mode national augmentera cette tendance et on a pu voir, des têtes de liste peu connues du grand public se présenter à ces suffrages. C'est encore, en grande partie, le cas pour l'élection de 2024, dont le casting rappelle singulièrement 2019. Cette année-là, Jordan Bardella conduisait déjà la liste RN (23%) ; François-Xavier Bellamy, celle de LR (8,5%) ; Manon Aubry, celle de LFI/GDR/MRC (6%) ; Raphael Glucksmann, celle du PS/PP/PRG (6%). En 2024, [manquent,] deux listes qui avaient dépassé 3% des voix [en 2019] (l'une à gauche menée par Benoit Hamon, l'autre, à droite, par N. Dupont-Aignan). Et pour la liste Renaissance, Valérie Hayer succède à Nathalie Loiseau (23% en 2019) ; pour les Verts, Marie Toussaint à Yannick Jadot (13,5% en 2019) ; et pour le PCF, Léon Deffontaines à Ian Brossat (2,5% en 2019). Hélas! Apparaît, une autre liste d'extrême-droite, emmenée par le tandem Marion Maréchal - Eric Zemmour (6% selon les

sondages), dont il se murmure qu'ils se détestent déjà. Normal pour un parti qui propage la haine.

En 2019, les listes de gauche cumulèrent à peu près 30% des voix (dont près de 40% pour les Verts). En 2024, les derniers sondages leur imputent à peu près le même total, la liste PS/PP gagnant à peu près ce que perdent les Verts par rapport à 2019, la légère progression de la liste LFI comblant un peu l'absence d'une liste Hamon, et le PCF demeurant désespérément stable à 2,5%, le condamnant probablement à ne pas être une fois encore représenté au Parlement européen. Qu'il nous paraît loin le temps où nous estimions que Francis Wurst était le « *meilleur député européen de tous les temps* » (mais il le demeure dans les mémoires) ! **30%, c'est plus que la « majorité » présidentielle, c'est au niveau électoral de l'extrême-droite, ça progressera peut-être d'ici juin.** 30% sur une liste unitaire, c'est fort. 30% en petits morceaux, qui de plus passent une partie de leur temps à s'écharper, c'est de la marmelade, acide en plus.

TOUT N'EST PAS PERDU ET PROTÉGEONS L'ESPOIR

La *Gauche Cactus* a défendu la NUPES, une occasion de dépasser des partis ayant chacun leurs faiblesses. Elle a échoué, mais l'esprit, pour beaucoup, n'a pas disparu, et des traces plus ou moins fortes en subsistent dans les programmes sociaux, environnementaux, des listes de gauche. Pour maintenir cet esprit, il convient d'aller voter pour la gauche le 9 juin. Ajoutons-y une petite éclaircie dans ce sombre ciel. La personnalité des têtes de listes peut être un atout, quand elle n'est pas empêchée par l'étage au-dessus, telle la candidate de Renaissance, ballotée entre les interventions quasi quotidiennes de Macron et d'Attal. Nous avons apprécié, dans ce début de campagne, les prestations de **Manon Aubry**, tête de liste LFI, capable de sourire (important, ça, qui nous change des côtés adjudants chefs des Bompard ou Panot, habituels porte-paroles de LFI et du parfois grognon papy Mélenchon), [elle] ne gardant pas sa langue dans sa poche, sachant éviter les pièges posés par une presse souvent méfiante ou hostile. Comparez Panot et Bardella qui n'a rien à dire sauf qu'il faut virer les immigrés, à Glucksman qui fait penser à ces « *cabris qui sautent sur leurs chaises en criant L'Europe ! L'Europe ! L'Europe !* » moqués par De Gaulle, et soutient l'envoi de troupes en Ukraine : un va-t'en guerre face à une va-t'en paix.

Bref, le 9 juin, évidemment pas une voix pour le RN, Reconquête, ou Bellamy (LR), ce parfait réactionnaire, pas une voix pour les amis de Macron, massacreurs de nos services publics, de nos solidarités sociales, menaçant nos libertés publiques. **Le 9 juin, à gauche toute !**

Jean-Luc GONNEAU
la-gauche-cactus.fr/SPIP/

Envoi personnel du 01/05/2024 d'un article par *Rogue ESR*
Site : roguesr.fr

LA TRAHISON DES CLERCS

Source : roguesr.fr/20240501-2/

« Les hommes dont la fonction est de défendre les valeurs éternelles et désintéressées, comme la justice et la raison, et que j'appelle les clercs, ont trahi cette fonction au profit d'intérêts pratiques. »

Julien Benda, *La Trahison des clercs*, préface de 1946

« La possibilité d'une autocritique de la raison suppose, premièrement, que l'antagonisme entre raison et nature soit entré dans une phase aiguë et funeste, et deuxièmement, que même à ce stade d'aliénation complète, l'idée de vérité soit encore accessible. [...] Ce concept de vérité, la correspondance du mot et de la chose, qui sous-tend toute philosophie digne de ce nom, place la pensée en situation de résister à la démoralisation et à la mutilation causées par une rationalité devenue purement formelle. »

Max Horkheimer, *Éclipse de la raison*, chap. 5, 1949

« Pourquoi ce chemin plutôt que cet autre ? Où mène-t-il pour nous solliciter si fort ? Quels arbres et quels amis sont vivants derrière l'horizon de ses pierres, dans le lointain miracle de la chaleur ? Nous sommes venus jusqu'ici car là où nous étions ce n'était plus possible. On nous tourmentait et on allait nous asservir. »

« *Ultimi barbarorum* ». Devant le spectacle de l'effondrement moral de larges segments de la société, le besoin de se préserver, de se tenir loin du cloaque ambiant, fait de coups de menton, d'abaissement de la pensée critique, de bêtise triomphante, et d'atteintes aux libertés, peut se faire impérieux. Face à une pareille décomposition où les signes de fascisation se multiplient, se pose, une nouvelle fois, la question lancinante des modalités de résistance. La décence commande de prendre soin de soi, de ses proches, se préserver du désespoir, cultiver une raison joyeuse et sensible et se consacrer à l'étude. « Penser est en soi déjà un signe de résistance, un effort de ne plus se laisser abuser. Penser ne s'oppose pas strictement à l'ordre et à l'obéissance, mais la pensée les met en rapport avec la réalisation de la liberté. » écrivait **Horkheimer** en 1942 dans son essai : *L'État autoritaire*. Dans la tempête qui sévit, l'ascèse du travail savant devient un refuge salvateur, un jardin paradisiaque à partir duquel reprendre prise. **Mais est-ce seulement encore possible ?** Cela suppose de disposer des moyens matériels, du temps, et d'un écosystème professionnel un tant soit peu propice. Or, plus de quatre universitaires sur cinq avouent désormais souffrir d'un « *fort épuisement professionnel* ». Voilà dans quels termes se pose désormais le problème: en fait d'Armée des ombres, l'Université se compose de « *cramés* ».

On en sait la raison. **À la paupérisation, aux précarisations subjective et matérielle, à la bureaucratisation et son cortège d'absurdité et de foutaise s'ajoutent désormais des attaques quotidiennes contre l'autonomie scientifique et la liberté académique.** On s'interroge dans ces conditions sur le choix de M. **Macron** de réquisitionner la Sorbonne pour y donner un meeting de campagne aux frais du contribuable, en piétinant par ailleurs méthodiquement les valeurs fondatrices de l'Université. À certains égards, ce choix est symbolique du rapport, instrumental et insincère, que les gouvernements entretiennent au savoir depuis au moins vingt ans. L'Université ne leur sied que comme un village *Potemkine* devant lequel poser de temps à autres pour donner une légitimité à des visées politiciennes étrangères à toute forme d'esprit critique. Redisons-le ici, à l'adresse des uns et des autres : **les universités ne sont ni les décors d'opérations de communication, ni des lieux d'intrusion des forces de police ou des politiciens.**

Dans cette fuite en avant, la dévitalisation politique et bureaucratique de l'Université n'épargne plus celles et ceux sur qui le bloc réformateur s'est longtemps appuyé. Même certains des « acteurs » et autres « gagnants » de la concentration des moyens sur fond de baisse générale sont peu à peu touchés par le doute, par le *burn-out* et par la perte de sens. L'exécutif

est donc de plus en plus contraint de jeter le masque de la « coconstruction » et de faire ouvertement ce qu'il n'imposait jusque-là que derrière des *comités théodules*. Ainsi, pour accompagner la généralisation du modèle de l'IHU de Marseille dont l'expérimentation par le **Pr. Raoult** semble donner toute satisfaction à l'exécutif, la communication ministérielle a choisi de désigner directement les nouveaux mandarin-bureaucrates cooptés en haut lieu, en recourant pour ce faire à une sympathique métaphore ferroviaire : l'« *élevage de talents* » sent trop son maquignon eugéniste et n'est plus de mise ; la rhétorique de l'« excellence » s'est épuisée et ne fait même plus rire les jeunes gens ; nous en sommes désormais aux « locomotives de la recherche », manière de dire qu'il ne s'agit plus que d'être sur les rails décidés par la bureaucratie.

Une science sur rails...

Peut-on imaginer métaphore plus sinistre ?

Dans les commentaires qui ont suivi les nouvelles coupes budgétaires pour l'enseignement supérieur et la recherche, après trois années déjà de baisses programmées par la LPR, le seul point d'étonnement qui persiste est, précisément, que certains marquent leur étonnement : « *incompréhensible* », « *la surprise* » rapportent ainsi benoîtement les revues *Nature* et *Science*. C'est vrai. « *Qui aurait pu le prévoir ?* ». Cet « étonnement » ostensible est le seul registre qui reste aux « gagnants » et aux « acteurs » rattrapés par le mouvement destructeur dont ils avaient naïvement cru pouvoir profiter. Les dupes du « transfert vers la sphère décisionnelle » ont sacrifié la science pour l'expertise, et remplacé l'interrogation patiente par la production de livrables prédictibles cinq ans à l'avance. Confortant **le rapport instrumental au savoir dans lequel la « gouvernance » néolibérale et le nouveau management public ont voulu enfermer les sciences**, ils se sont cantonnés au rôle de visiteurs du soir, spécialistes des conférences mondaines en zone grise. Trahis par la main qu'ils croyaient orienter, ils en restent les captifs et ne savent que s'adresser à elle, encore et malgré tout, sur le mode de la supplique et de l'amour déçu : « *les scientifiques ne sont pas entendus* », protestent-ils.

Mais si risibles que soient les contritions surjouées de ces résistants de la 25ème heure, leur capacité à (se) mentir reste en-deçà de celle dont font preuve les ex-pairs qui, fort d'une petite notoriété, se proposent encore d'offrir une onction scientifique aux décisions du prince. La trahison des clercs... Nous avons honte pour eux. Si ce sentiment de souillure est si puissant, c'est que **l'abandon de l'usage de la raison et de l'éthique académique au profit de la veulerie partisane et courtisane, constitue une trahison de la science comme engagement collectif à dire vrai sur le monde.**

L'Université comme communauté de savants est animée par son mouvement propre de questionnement endogène, qui crée le savoir comme un commun de la connaissance que nul intérêt particulier ou privé ne peut s'approprier. Elle suppose l'interrogation illimitée, qui ne s'arrête devant rien, qui ne se propose *a priori* aucune fin pratique et monnayable et qui se remet elle-même constamment en cause. Pour cette raison, l'Université a partie liée avec la démocratie. C'est ce qui justifie le chef de trahison retenu par **Benda** contre les « clercs » qui prêtent leur caution à des entreprises tournées contre la liberté individuelle et collective, contre le désintéressement et contre la poursuite de la vérité, que ce soit par intérêt de carrière, par confort ou par passion partisane :

« Le seul système politique que peut adopter le clerc en restant fidèle à lui-même est la démocratie parce que, avec ses valeurs souveraines de liberté individuelle, de justice et de vérité, elle n'est pas pratique. »

Cette trahison se redouble d'une seconde, plus concrète, dans un temps où l'ex-pairtise courtisane adresse ses services à **un pouvoir dont la dérive autoritaire ne semble plus connaître de freins**. Elle mine nos vies professionnelles — et nos vies, tout court. Pour nous tenir debout dans la tempête, pour que notre métier continue d'avoir un sens, nous ne pouvons laisser se poursuivre le pourrissement de nos institutions par l'intérieur. Nous pouvons ménager des solidarités effectives et des résistances au sein de l'Université. Pour cela, il nous faut congédier définitivement celles et ceux qui seraient demain les artisans impavides d'une tyrannie dont le moment actuel nous donne un avant-goût : bureaucrates et courtisans peuplant les « conseils scientifiques » princiers et autres « *comités* » *Théodule*. C'est la condition d'existence du rationalisme joyeux, sensible et cosmopolite et des réseaux locaux de solidarité effective que nous appelons de nos vœux pour affronter la barbarie de ce temps.

Rogue ESR
rogueesr.fr

QUAND LA DÉCENTRALISATION ASSASSINE LA BIOSPHÈRE

Je ne connais ni votre maire, ni votre président de département, ni votre président de région, mais je sais qu'ils aspirent obsessionnellement à faire croître la population locale, à développer l'économie, à désenclaver, c'est-à-dire à bétonner, bitumer, asphalter, artificialiser, donc déménager la Nature.

Or, cette croissance démographique, ce développement spéculatif, ce bétonnage à outrance, n'ajoutent ni bien-être, ni bonheur aux habitants.

Souvent même, ce « désenclavement », ce « développement durable » nuisent gravement à la qualité de la vie des riverains.

Votre maire, votre président de collectivité territoriale refusent le « *zéro artificialisation nette* », car ils veulent offrir à leurs administrés, lorsqu'ils sont leurs amis, des permis de construire et des autorisations d'aménagements commerciaux lucratifs, des travaux publics pas toujours d'intérêt général.

Bien sûr, le zèle d'urbanisation, les permis de construire, les autorisations commerciales seront à géométrie variable et malheur à ceux qui déplaisent ou contrarient les ambitions des détenteurs des pouvoirs locaux.

Le conformisme de la croissance infinie dans un espace nécessairement fini va de pair avec une bonne dose de népotisme, de favoritisme et d'échanges de bons procédés.

Méfiez-vous de la « décentralisation », c'est un piège !

D'aucuns ont cru, un temps, qu'il était démocratique de rapprocher le pouvoir du citoyen et qu'il fallait permettre au titulaire d'un fief électoral de décider seul et sans contrôle de ce qui était bon pour son petit coin de Terre, sans les entraves du pouvoir central, paralysant et lointain.

Naïveté qui ignore que l'humain se détermine bien souvent par intérêts, par passions, par sympathies et faiblesses, par souci de plaire, et parfois par hostilité envers un contradicteur, un gêneur, un réfractaire opposant.

Non, je n'insinue nullement que les élus locaux sont des voyous mafieux mettant en coupe réglée leurs cantons et uniquement préoccupés de favoriser leurs « gendres ».

Beaucoup sont des gens honnêtes et même parfois dévoués.

Mais ce sont des humains avec leur subjectivité, leurs sentiments, leurs passions.

Méfions-nous de tout pouvoir, car tout homme tend inexorablement à en abuser.

Plus le pouvoir est proche, plus il peut devenir arbitraire, dicté par des considérations subjectives, partisans, personnelles.

Plus le pouvoir est lointain, plus il a des chances d'être impartial, dégagé des partis pris, des amitiés ou inimitiés.

La distance change tout sous l'angle de l'impartialité sans affecter la démocratie.

Soyons concrets.

Tel propriétaire foncier rêve de gagner, en une signature chez un notaire, plus d'argent qu'il n'en gagnerait en dix ans de labeur ?

Il voudra que son lopin de terre devienne le plus densément constructible, sans considération pour les arbres, la faune, l'espace vide de béton.

Il sollicitera son maire qui aura le souci de gratifier son fidèle électeur.

Tel maire souhaitera que le département finance sa salle des fêtes ou sa piscine municipale et sollicitera le concours financier de son président de département qui, en retour, attendra de l'élu local un soutien fervent pour sa déviation routière ou un vote favorable aux élections sénatoriales.

Vous comprenez que ce petit monde politique souhaite le maximum de pouvoirs décentralisés et le minimum de contrôle sur ses choix qui, par inclinaison, se révèlent toujours contre nature.

La biodiversité ne vote pas, ne subventionne pas, n'intrigue pas, ne renvoie pas « l'ascenseur ».

Créer une réserve naturelle ou rendre inconstructible un secteur foncier n'apportent ni suffrage, ni avantages divers en remerciements des petits services rendus.

Voilà pourquoi la plupart des élus locaux militent pour des lotissements, des zones artisanales, des routes et des ronds-points que des humoristes appellèrent des « pots de vin ».

Préférons un pouvoir impartial, contrôlé, limité, compétent et oublieux des petits intérêts privés : privés de quoi ? De scrupules.

La décentralisation est pour la Nature une arme de destruction massive.

Excusez cette opinion iconoclaste et bien peu conformiste.

Les faits, toujours les faits !

Gérard CHAROLLOIS
Convention Vie et Nature
ecologie-radicale.org

Contact
ecologie-radicale.org/nous-contacter/ca

--

Ceci est de la libre expression utilisant un carnet d'adresses à caractère personnel, sans lien avec une activité professionnelle ou commerciale, et n'est donc pas concerné par le RGPD (article 18 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey
site Internet : <https://jj-pat-rey.com/>
sous-domaine
<https://stats-au-monde.jj-pat-rey.com/>